



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Afghanistan

Question au Gouvernement n° 3384

Texte de la question

AFGHANISTAN

M. le président. La parole est à M. Jean-Michel Boucheron, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche

M. Jean-Michel Boucheron. Monsieur le Premier ministre, il faut que nous quittions maintenant l'Afghanistan, que la coalition internationale quitte l'Afghanistan. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes SRC et GDR.*)

Dans toute guerre, il est essentiel que les hommes et leurs familles sachent clairement pourquoi ils combattent et quels sont les buts poursuivis. Récemment encore, nous pouvions dire avec certitude à nos soldats qu'ils combattaient là-bas pour notre sécurité. C'était la vérité.

M. Pascal Brindeau. C'est toujours le cas !

M. Jean-Michel Boucheron. Les choses ont changé. Les printemps démocratiques dans les pays arabes ont brisé le projet idéologique d'Al-Qaida et les forces spéciales américaines ont décapité la centrale terroriste. Le danger se déplace. La guerre contre le terrorisme ne passe plus par l'Afghanistan. Alors, rester encore, pour quoi faire ? Pour imposer une structure d'État qui n'a jamais existé ? Pour organiser la démocratie dans les vallées ? Admettons que ce sont des objectifs à long terme, qui pourraient d'ailleurs concerner les deux tiers de la planète.

La culture afghane n'est pas la nôtre et, surtout, le temps afghan n'est pas le nôtre. Ceux qui nous combattent aujourd'hui ne sont plus les complices d'Al-Qaida, mais les nationalistes pachtounes qui veulent être maîtres chez eux. Laissons les Afghans construire leur histoire.

Le contexte nous offre une opportunité. Si nous ne commençons pas à partir maintenant, nous partirons trop tard et dans des conditions bien plus difficiles.

Engageons le dialogue avec le président Obama et disons clairement que nous souhaitons le désengagement très rapide de la coalition en Afghanistan. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. Serge Grouard et M. Jacques Myard. Très bien !

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes.

M. Alain Juppé, *ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes*. Monsieur le député, vous posez une question grave. Et je souhaiterais que nous l'abordions dans un esprit d'union, autant que faire se peut.

M. Jean Glavany. C'est ce qu'il a fait !

M. Alain Juppé, *ministre d'État*. C'est ce que vous avez fait, monsieur Boucheron. Je n'ai pas dit le contraire. Je voudrais tout d'abord rendre hommage aux soldats français morts en opération en Afghanistan.

(*Applaudissements sur tous les bancs.*) Je salue leur courage, je partage la souffrance de leurs familles. J'ai eu, hélas, l'occasion de devoir expliquer à plusieurs d'entre elles pourquoi nous étions là-bas. Je n'y reviendrai pas. Vous le savez très bien, monsieur le député. Je voudrais simplement revenir sur notre stratégie, qui repose sur deux piliers.

D'abord, une montée en puissance des forces afghanes, pour qu'elles soient en mesure d'assurer la sécurité de leur pays, donc de permettre un retrait progressif et ordonné des troupes françaises.

Deuxièmement, une solution politique, qui permette la réconciliation nationale en Afghanistan.

Cette stratégie commence à donner des résultats. Le transfert de responsabilités a déjà commencé dans trois provinces. Sur les deux zones que nous avons sous notre responsabilité, au moins une, celle de Surobi, devrait être transférée aux autorités afghanes cette année.

Nous pensons par ailleurs que les conditions se mettent progressivement en place pour un processus de réconciliation inter-afghan. La mort de Ben Laden pourrait inciter les talibans à couper les liens avec le terrorisme international. C'est la décision prise par les Nations unies : distinguer les talibans afghans des terroristes d'Al-Qaida.

Certes, il y a encore des difficultés. Je ne les énumérerai pas. Certaines zones, en particulier, ne sont pas encore entièrement sécurisées. C'est face à cette situation, devant les succès remportés dans la mise en oeuvre d'une stratégie courageuse et cohérente, que nous étudions les options de l'évolution de notre dispositif militaire. Vous avez commencé par dire : " Il faut partir maintenant. " Vous avez dit ensuite : " Il faut commencer à partir. " Il y a là une grande différence. Nous allons continuer à travailler avec nos alliés américains pour que la coalition adapte sa stratégie aux réalités nouvelles. *(Applaudissements sur de nombreux bancs des groupes UMP et NC.)*

Données clés

Auteur : [M. Jean-Michel Boucheron](#)

Circonscription : Ille-et-Vilaine (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3384

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes

Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 22 juin 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 22 juin 2011